

La Hongrie et la Tchécoslovaquie entre l'URSS et le monde germanique

Chantal Beaucourt*

Au cours des années cinquante, l'orientation à l'Est des échanges de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie se confirme et cette zone représente 70 % de leur commerce, très concentré sur l'Union soviétique. A l'Ouest, les échanges s'effectuent alors pour moitié avec les pays germaniques. C'est à partir de 1976 que se dessinent les évolutions divergentes des deux pays : la Hongrie s'ouvre nettement vers l'Occident et en 1985, elle ne réalise que 50 % de son commerce avec l'Europe de l'Est qui, par contre, représente encore les trois quarts des échanges de la Tchécoslovaquie. Cette tendance se maintient jusqu'en 1985, mais un bilan de la politique hongroise montre qu'en fait ce pays a amélioré ses positions surtout sur les économies de marché des pays en développement et que la part de ses échanges avec les pays industriels, dont l'Europe de l'Ouest, a en fait stagné ou régressé. Le CAEM reste donc la zone d'échanges privilégiée des deux pays, les contraintes d'endettement qu'ils ont subies ces dernières années étant l'une des explications de cette dérive vers l'Est des flux commerciaux, flux dont l'évolution est ici retracée dans le détail.

Parmi les pays d'Europe de l'Est, deux pays voisins — la Hongrie et la Tchécoslovaquie — tous deux situés aux frontières de l'Europe occidentale et de l'Europe orientale et membres du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM) apparaissent occuper des positions différentes, dans les limites imposées par leur appartenance au Pacte de Varsovie : la Tchécoslovaquie fortement intégrée dans le CAEM, la Hongrie plus ouverte aux échanges avec l'Occident. Cet article se propose de rechercher, à travers les relations commerciales des deux pays, les arguments qui les ont entraînés à s'orienter vers tel ou tel partenaire ou groupe de partenaires.

Dans une première partie, on a cherché à apprécier les sensibilités qui s'expriment dans les choix qui sont faits et que révèlent les niveaux d'intensité des échanges par

* Chantal Beaucourt est chargée de mission au CEPII.

pays et par zones, et on sera amené à constater une différenciation progressive de l'orientation des flux de ces deux pays vers l'Est et vers l'Ouest, au cours des années soixante-dix ; mais, en même temps, les pays germaniques, la RDA à l'Est, la RFA, l'Autriche et la Suisse à l'Ouest, apparaîtront comme des partenaires privilégiés dans les deux zones d'échanges. Le facteur distance n'est certes pas indifférent à la place qu'occupe le monde germanique dans les échanges hongrois et tchécoslovaques. Il est cependant insuffisant à expliquer pourquoi les liens de la Hongrie sont plus denses avec la RFA que ceux de la Tchécoslovaquie limitrophe.

La structure géographique des échanges répondrait-elle à des préférences liées à des facteurs historiques ? Hongrie et Tchécoslovaquie se sont trouvées réunies pour un temps dans l'empire des Habsbourg : et, entre les deux guerres mondiales, l'industrie tchécoslovaque et l'économie hongroise sont restées axées sur l'Allemagne. La fatalité historique des liens de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie avec les pays germaniques serait confortée par l'état des relations de ces deux pays entre eux et par le rôle de l'Autriche entre les puissances russe et allemande. Encore cet effet peut-il se traduire, tout aussi bien que par un rapprochement des pays qui ont composé l'Empire, par la volonté de certains d'entre eux d'échapper à l'emprise des nations dominantes ; et l'argument historique est également insuffisant à expliquer que la RDA soit privilégiée dans les échanges tchécoslovaques et la RFA dans ceux de la Hongrie.

Au-delà de ces sensibilités, cependant, deux facteurs apparaissent particulièrement contraignants pour la géographie des échanges hongrois et tchécoslovaques :

D'une part, en effet, pour chaque pays membre du CAEM, le choix du partenaire s'opère à l'intérieur d'un cadre d'évolution commun et les spécialisations sectorielles définies dans ce cadre marquent les limites du choix sur longue période. Dans cette stratégie les échanges avec l'Occident sont complémentaires. On en verra, dans la deuxième partie, les effets sur la structure géographique des échanges de trois secteurs particulièrement significatifs car ils ont fait l'objet de programmes de développement et de coopération à long terme au sein du CAEM.

D'autre part, et dans la mesure où le rouble transférable — monnaie d'échange dans la zone — est déconnecté des devises occidentales, un équilibre commercial/financier doit être recherché vis-à-vis de chaque zone d'échanges. En même temps, la contrainte extérieure pèse sur des pays de taille moyenne. A court et moyen terme cependant, les méthodes d'ajustement à la conjoncture internationale soulignent les différences entre les deux pays et les contraintes financières apparaissent, on le verra dans la troisième partie, comme un facteur explicatif de la dérive de leurs échanges vers l'Est ou vers l'Ouest au cours de la dernière décennie. A l'inverse de la Tchécoslovaquie, ces contraintes débouchent en Hongrie sur une relance des échanges avec l'Occident dans les années soixante-dix mais elles expliquent également la retraite drastique dans la zone depuis 1980 ; et cette retraite affecte également les pays germaniques occidentaux.

La structure géographique des échanges : les solidarités économiques de fait

Les tendances lourdes

La rupture avec l'avant-guerre s'opère simultanément en Hongrie et en Tchécoslovaquie et la réorientation d'Ouest en Est des échanges commerciaux est achevée dans les années cinquante. En 1937, la Hongrie livre les quatre cinquièmes de ses ventes à l'Europe occidentale et la Tchécoslovaquie les trois cinquièmes ; elles en importent respectivement 71 % et 58 % de leurs achats¹. En 1957, l'Europe occidentale reçoit et fournit le cinquième des échanges tchécoslovaques et respectivement 29 % des ventes et 25 % des achats hongrois. L'URSS et l'Europe centrale participent à environ 70 % des échanges avec les deux pays et les parts de marché, à l'Est et à l'Ouest (pays en développement inclus), se stabilisent à ces niveaux jusqu'au milieu des années soixante-dix.

Par ailleurs, deux pays ou groupe de pays occupent une place prédominante dans les échanges — l'URSS en Europe de l'Est, les pays germaniques² en Europe de l'Ouest — et leurs parts de marché sont extrêmement similaires en Hongrie et en Tchécoslovaquie : l'URSS réalise près des deux tiers de leurs échanges avec l'Europe de l'Est ; et les pays germaniques la moitié de leurs ventes et 55 % de leurs achats en Europe occidentale.

Depuis 1976, cependant, un écart s'est creusé entre les deux pays et la Hongrie se démarque de la Tchécoslovaquie par une progression importante de la part de ses échanges avec l'Occident. Si l'on se réfère aux données statistiques nationales, en effet, en 1985, près des trois quarts des exportations et des importations tchécoslovaques sont orientés vers l'Europe de l'Est³ et 15 % vers l'Europe occidentale alors que la moitié des achats et des ventes hongroises se porte sur l'Europe de l'Est et environ un tiers sur l'Europe occidentale. Ces données confirmeraient ainsi l'opinion généralement admise selon laquelle la Hongrie, engagée dans une voie à mi-chemin entre plan et marché, est actuellement davantage orientée vers le marché occidental que les autres pays est-européens alors que l'imbrication étroite avec les intérêts soviétiques exclut pour la Tchécoslovaquie l'émergence de toute alternative⁴.

L'ouverture des échanges hongrois vers l'Occident ne serait-elle pourtant qu'un effet de statistique ? De fait, si l'on compare ces données à celles qui sont établies,

1. *Vengerskij statisticeskij spravocnik*, 1963, pp. 91-92

2. On a regroupé sous ce terme la RFA, l'Autriche, la Suisse et le Liechtenstein.

3. *Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, RDA et URSS*.

4. *Panorama de l'Europe de l'Est, La Documentation française, 1986. M.A. Crosnier et M. Tompa, « Hongrie », p. 34. J. Blaha, « Tchécoslovaquie », p. 131.*

pour chacun des pays d'Europe de l'Est, par la Banque internationale de coopération économique (BICE) qui règle les relations commerciales entre les pays du CAEM, cet écart se réduit singulièrement ; à la même date, moins de 22 % des échanges hongrois sont orientés vers les pays occidentaux industrialisés et 70 % environ à l'intérieur du CAEM.

Certes, des explications peuvent être trouvées à ces divergences. En janvier 1976, en particulier, la Banque de Hongrie a adopté un système de cours commerciaux du forint alors que les calculs de la BICE se fondent sur les taux de conversion en roubles transférables, aux cours annuels moyens établis par cette banque⁵.

Ces explications ne facilitent pas pour autant l'utilisation des statistiques nationales hongroises. Ce sont pourtant les plus complètes qui soient disponibles et elles seront privilégiées ici. Ces divergences conduiront à favoriser la comparaison à l'intérieur de chaque zone d'échanges et l'utilisation d'un indicateur d'intensité des échanges permettra d'en atténuer les effets.

L'intensité des échanges commerciaux

L'intensité des échanges marque « les solidarités économiques de fait » entre pays et l'indicateur d'intensité apparaît particulièrement adapté à cette analyse : d'une part en effet, cet indicateur permet de redresser partiellement les distorsions liées aux systèmes de prix et de change des deux pays dans la mesure où les données d'échange sont rapportées à des valeurs mondiales d'échange en dollars ; il permet également de pallier en partie l'effet d'une conversion en dollars des échanges en roubles, même s'il y a des écarts substantiels entre les valeurs rouble/dollar selon le critère retenu à la base du taux de change⁶, par le fait que ces déviations opèrent dans la même direction pour chacune des quatre composantes de l'indicateur. D'autre part, et dans la mesure où on est amené à comparer des partenaires commerciaux de taille très différente, et où le poids du marché soviétique, de ses ressources, fausse d'emblée l'appréciation des sensibilités qui s'expriment dans l'orientation des flux, cet indicateur permet de relativiser les parts de marché hongrois et tchécoslovaque par rapport à celle de chacun de leur partenaire dans le marché mondial.

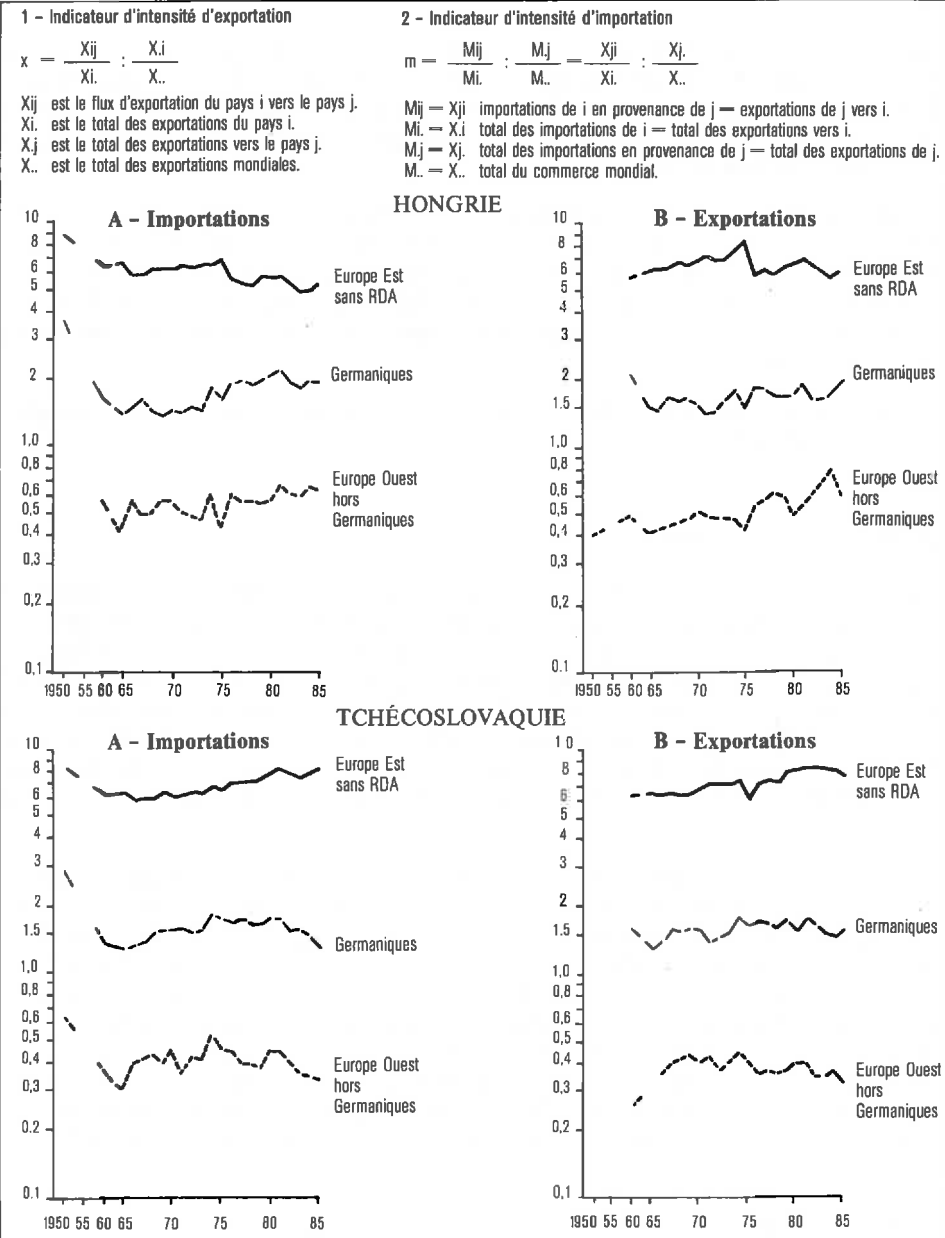
De l'analyse de ces niveaux sur longue période, il ressort que la structure géographique des échanges hongrois et tchécoslovaques présente trois caractéristiques communes.

5. Ces divergences s'ajoutent à celles qui existent entre ce que l'on appelle communément « les statistiques miroirs » : celles d'Europe de l'Est utilisant le système « général », comptabilisent les réexportations à l'achat et à la vente ainsi que les flux entre les deux Allemagnes ; les statistiques occidentales utilisent le système « spécial » qui ne les comptabilisent pas. Les écarts d'évaluation peuvent être considérables. A titre d'exemple, en 1985, les ventes hongroises ont diminué de 11 % selon les statistiques est-européennes, elles ont augmenté de 2,2 % selon celles de l'OCDE.

6. L'analyse de sensibilité aux valeurs d'exportation à laquelle il a été procédé à la CEE-Genève montre que si les ajustements opérés modifient le niveau des coefficients d'intensité, il n'y a pas de changement significatif dans les intensités relatives des échanges pour les trois groupes de pays considérés (Europe Ouest, Europe Est, URSS), non plus que sur leur évolution sur longue période. Bulletin économique pour l'Europe, vol. 37, p. 3-43.

GRAPHIQUE 1

L'intensité des échanges, par groupes de pays (1950-1985)



Source : Statistiques de l'ONU.

Dans l'un et l'autre pays, à l'exportation comme à l'importation, les niveaux d'intensité se répartissent entre trois groupes de pays, avec par ordre d'intensité croissante : l'Europe occidentale hors pays germaniques, les pays germaniques et l'Europe de l'Est.

L'écart très accentué entre le niveau d'intensité des échanges avec l'Europe de l'Est d'une part, et l'Europe occidentale (hors germaniques) d'autre part, apparaît cependant comme le fait marquant de ces évolutions ; et les pays germaniques se situent à mi-chemin dans l'échelle des intensités, entre ces deux groupes de pays, que l'on y inclut ou non la RDA.

Il se confirme, par ailleurs, que ces relations sont anciennes ; dès la fin des années quarante, les échanges basculent d'Ouest en Est et, à partir de 1955, les niveaux relatifs d'intensité des échanges avec chacun des trois groupes de pays évoluent peu ; les tendances ne varient guère si l'on inclut la RDA en Europe de l'Est. Mais le taux d'intensité des échanges des pays germaniques diminue fortement, surtout en Tchécoslovaquie.

L'analyse des niveaux d'intensité des échanges par pays permet cependant d'affiner ces observations.

Les vestiges d'une cohabitation

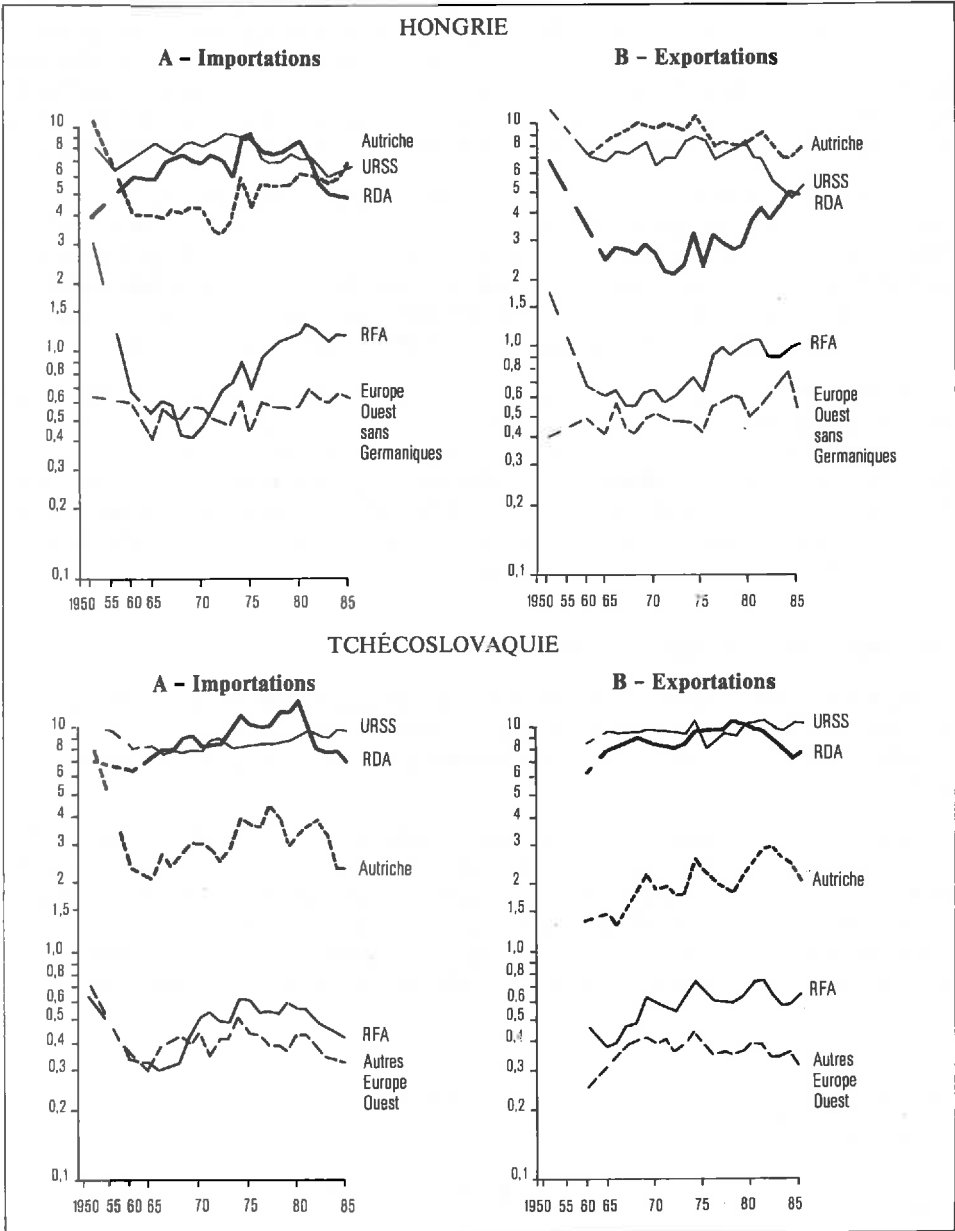
De fait, la Hongrie et la Tchécoslovaquie entretiennent entre elles des relations commerciales très étroites. Depuis 1977, la Hongrie se situe en première position dans les ventes tchécoslovaques. En même temps, l'intensité des ventes hongroises à la Tchécoslovaquie, bien qu'inférieure à celle de ses exportations vers l'URSS, dépasse celle de ses ventes à la RDA depuis 1980. A l'importation, Hongrie et Tchécoslovaquie se placent en troisième position dans l'échelle des intensités après celle de la RDA et de l'URSS, le niveau relatif des achats hongrois en Tchécoslovaquie et tchécoslovaques en Hongrie, qui avait fortement diminué en 1982 et 1983, se redresse en 1985⁷.

Par ailleurs, en Europe occidentale, un partenaire domine tous les autres, un pays dont l'histoire s'identifie à celle de la Maison des Habsbourg dès 1276 : l'Autriche. Mais les positions hongroise et tchécoslovaque vis-à-vis de ce pays diffèrent sensiblement : en Tchécoslovaquie, le niveau d'intensité des échanges avec l'Autriche est certes élevé par rapport à celui de ses échanges avec les autres pays germaniques occidentaux. Mais il reste très inférieur à celui de ses échanges avec les pays est-européens. En Hongrie, par contre, l'Autriche se situe comme un partenaire privilégié non seulement en Europe occidentale mais également vis-à-vis de l'Europe de l'Est : le niveau d'intensité des achats hongrois en Autriche est en effet très proche de celui de ses achats en RDA et en URSS, et les a même dépassés en 1985.

7. A noter que le taux d'intensité des exportations de *i* vers *j* est égal à celui des importations de *j* en provenance de *i*. Des écarts dans les calculs des « niveaux » peuvent apparaître du fait que l'on a utilisé des données différentes au niveau des importations et des exportations mondiales : source ONU précitée.

GRAPHIQUE 2

L'intensité des échanges, par pays (1950-1985)



Source : Statistiques de l'ONU.

L'URSS et la RDA : des positions voisines

La constatation peut surprendre mais jusqu'à ces dernières années, RDA et URSS occupent vis-à-vis de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie des positions très proches. Grâce à ses liens spéciaux avec la RFA, la RDA est en effet dans une situation économique unique, et propose une solution intéressante aux besoins d'échange avec l'Occident (produits de qualité, payables en roubles) en même temps qu'elle fournit une alternative partielle à la dépendance économique vis-à-vis de Moscou⁸.

La situation respective de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie vis-à-vis de ces pays peut étonner davantage encore. En Hongrie, les ventes et — sauf en 1979 et 1980 — les achats, sont plus intenses avec l'URSS qu'avec la RDA, et l'écart s'est accentué dans les années quatre-vingt, alors qu'en Tchécoslovaquie l'intensité des échanges avec la RDA dépasse celle de l'URSS certaines années et ne cesse de progresser jusqu'en 1981, date à laquelle l'URSS a repris la prééminence.

On se gardera cependant de toute conclusion hâtive : on constate en effet, par ailleurs, que la RFA occupe dans les exportations de la Hongrie comme dans celles de la Tchécoslovaquie une position beaucoup plus proche de celle des pays non germaniques d'Europe occidentale que des autres pays germaniques occidentaux. En même temps, l'intensité des achats en RFA est beaucoup plus forte en Hongrie qu'en Tchécoslovaquie et n'a cessé de croître jusqu'en 1981, alors qu'elle diminue en Tchécoslovaquie depuis le début de la décennie.

Une compétition entre pays d'Europe occidentale ?

On notera enfin la forte croissance de l'intensité des exportations hongroises vers les pays « non germaniques » d'Europe occidentale ces dernières années⁹... seule exception avec l'Autriche à la baisse de niveaux dans tous les pays et groupes de pays analysés.

Cependant, cette analyse ne doit pas minimiser le rôle réel de chacun des partenaires. La part de marché effective des cinq principaux d'entre eux modifie quelque peu le classement¹⁰, elle fait apparaître surtout l'écart énorme entre le volume des échanges des deux premiers partenaires de la Hongrie comme de la Tchécoslovaquie, et le poids de l'URSS dans ces échanges : en 1985, il atteint près de la moitié des achats et des ventes tchécoslovaques¹¹ et environ le tiers des achats

8. G. Wetting, « Eastern Europe in East-West Relations », *Problèmes politiques et sociaux, série URSS, 1986. A. Minc, Le syndrome finlandais, Seuil, 1986. En fait, l'URSS est assez étale de 1970 à 1981, mais de 1973 à 1981 l'intensité des achats tchécoslovaques à la RDA a progressé et elle dépasse l'intensité des achats tchécoslovaques à l'URSS certaines années.*

9. Sauf en 1985.

10. En 1985 et 1986, l'URSS reste le premier partenaire de la Hongrie mais la RFA précède la RDA comme 2^e partenaire et l'Autriche occupe le 4^e rang avant la Tchécoslovaquie. En Tchécoslovaquie, la RDA est en 2^e position après l'URSS mais la Pologne précède la Hongrie et la RFA, l'Autriche se trouve au 8^e rang, et la Suisse au 10^e.

11. Plus précisément 44 % des ventes et 46 % des achats tchécoslovaques se font avec l'URSS, 9,1 % des ventes et 9,5 % des achats avec la RDA.

et des ventes hongrois ; alors que les échanges avec le deuxième partenaire (RDA en Tchécoslovaquie, RFA en Hongrie) tournent autour de 10 % dans les deux pays¹².

Les pays germaniques, dans leur ensemble, n'en représentent pas moins du cinquième des échanges dans les deux pays. Mais, en Tchécoslovaquie, ces échanges se partagent pour moitié entre la RDA et les pays germaniques occidentaux ; en Hongrie, les trois quarts se portent sur ce dernier groupe de pays.

Les spécialisations sectorielles : l'ancrage à l'Est

Les spécialisations sectorielles définies dans le cadre du CAEM sont en effet déterminantes sur l'orientation des flux sur longue période.

La politique d'intégration des pays d'Europe de l'Est au sein du CAEM a été principalement conçue comme une politique de substitution aux achats extérieurs à la zone et la politique commerciale ne prend pas en compte actuellement les avantages comparatifs des importations. Dans cette stratégie, les échanges avec les pays occidentaux sont essentiellement complémentaires et les achats sont limités aux produits qui ne peuvent être fournis par les pays membres du CAEM. Ainsi, dans la mesure où ces pays se sont industrialisés selon le même schéma, la structure très similaire de la production industrielle les a-t-elle obligés au cours des dernières décennies¹³ à rechercher un équilibre structurel dans les échanges avec les pays industrialisés ; et, plus récemment, la raréfaction des ressources de matières premières et d'énergie dans la zone les a amenés à accroître l'importation de ces produits et à infléchir l'orientation des échanges vers les pays en développement.

Mais cette politique conduit nécessairement à un centrage des échanges dans la zone.

Dans ces conditions, et pour les raisons statistiques déjà évoquées — les séries sont incomplètes et peu comparables directement —, on n'a pas utilisé les indicateurs classiques du CEPII pour évaluer les effets de complémentarité et de spécialisation sur l'orientation des flux. Mais on a cherché à en tester l'impact par des voies appropriées à chacun d'eux, dans trois secteurs particulièrement représentatifs : combustible et énergie, équipement et produits agro-alimentaires ont en effet été l'objet de programmes de développement et de coopération à long terme au sein du

12. 34 % des ventes et 30 % des achats hongrois sont réalisés avec l'URSS, 7,8 % des ventes et 11,4 % des achats avec la RFA.

13. D.M. Nutti, W. Maciejewski, « *Economic Integration between CMEA Countries and Prospects for East/West trade* », E.U.I. Florence, oct. 1984.

CAEM¹⁴ ; et en 1985, avec 74 % des achats et 65 % des ventes tchécoslovaques et environ 60 % des importations et des exportations hongroises, ils occupent également une place importante dans les échanges de ces pays¹⁵.

Les échanges d'énergie : un double enjeu

Des sources d'approvisionnement à l'Est

En 1985, les pays est-européens couvrent 94 % des besoins d'importation énergétiques de la Tchécoslovaquie et 83 % de ceux de la Hongrie : la production locale, principalement des combustibles solides, un peu de pétrole et de gaz en Hongrie, assure encore les trois cinquièmes de la consommation d'énergie primaire dans les deux pays. Mais, produit stratégique, l'énergie a été un des premiers secteurs concernés par les projets de coopération du CAEM, dès avant 1971. Ainsi, dans les années soixante, ces pays ont, à la suite de l'URSS, restructuré leur balance énergétique au profit du pétrole. Puis, le gaz soviétique, exploité sur la base d'investissements en commun avec les partenaires de la zone, a pris en partie le relais du pétrole dans la couverture de leurs besoins énergétiques. L'URSS est devenue leur fournisseur privilégié d'hydrocarbures et livre actuellement plus de 95 % des besoins d'importation tchécoslovaques et 70 % de ceux de la Hongrie.

Il y a certes des justifications économiques à ces évolutions. La consommation énergétique s'est très fortement accrue dans les années d'après-guerre avec le développement accéléré de l'industrie dans tous les pays d'Europe orientale, et une restructuration de cette consommation en faveur des hydrocarbures répondait aux besoins technologiques de l'économie¹⁶. Par ailleurs, l'URSS disposait d'un potentiel de ressources considérables. Mais, en même temps, l'application du modèle soviétique de développement donnant la priorité à l'industrie lourde a pesé directement sur le volume des besoins énergétiques — tout particulièrement en Tchécoslovaquie — et le type d'énergie utilisé sur le choix du partenaire. De fournisseur de l'URSS en combustibles solides dans les années d'après-guerre, ces pays sont devenus un de ses principaux clients d'hydrocarbures, et d'exportateurs nets ils sont devenus importateurs nets de ressources primaires d'énergie.

Par ailleurs, le programme nucléaire qui a été mis en place dans le CAEM¹⁷ doit permettre d'assurer la relève des ressources énergétiques nationales déclinantes ; sa

14. De fait, même si ces accords établis au niveau macro-économique ne coïncident pas avec les intérêts des compagnies industrielles hongroises, le seul moyen pour elles d'obtenir des investissements est de s'introduire dans ce schéma qui est prioritaire dans la distribution de ces ressources.

15. Document de Travail CEPIL 87-12, graphiques 10-13.

16. B. Erenberg : « Toplivno-Energeticeskij kompleks CSSR ». A. Tiraspolsky : « Les choix énergétiques à l'Est », *Panorama de l'Europe de l'Est*, op. cit. p. 250 ; *Petroleum Economist*, avril 1986.

17. Un programme de construction de centrales et réacteurs nucléaires dans les pays membres du CAEM, jusqu'à l'an 2000, a été adopté à la 42^e session du CAEM et la Tchécoslovaquie est un des principaux fournisseurs d'équipement nucléaire après l'URSS.

réalisation devrait également permettre d'alléger la situation de pourvoyeur de l'Union soviétique alors que sa production pétrolière augmente moins, et il a été défini à une époque où l'évolution des prix mondiaux poussait l'URSS à dégager des ressources d'exportation vers l'Occident.

Dans tous les cas, il se crée des relations très étroites entre les partenaires de la zone, mais tout particulièrement avec l'URSS¹⁸. Un réseau de gazoducs relie les champs de gaz soviétiques à ses clients est-européens et sert de voie de transit des livraisons soviétiques en Europe occidentale. En même temps, l'uranium dont la Tchécoslovaquie est, avec la RDA, un des principaux producteurs de la zone est enrichi, et les déchets retraités, en URSS. Et il est estimé que plus de la moitié de la consommation totale d'énergie de la Hongrie sera concernée par la fourniture d'énergie et de « supports » énergétiques par l'URSS¹⁹.

Cependant, cette politique n'a pas été sans contrepartie pour la Tchécoslovaquie et la Hongrie.

Un marché en Occident

Dans les années soixante-dix, l'attrait pour la technologie occidentale étant affirmé, il était plus facile aux pays d'Europe orientale d'ouvrir leurs frontières aux fournisseurs occidentaux que de trouver des produits compétitifs à leur offrir en échange ; dès lors les produits énergétiques devenaient une marchandise d'autant plus précieuse qu'elle répondait à une demande mondiale forte. En même temps, le système de prix appliqué dans le CAEM a été longtemps favorable aux clients est-européens d'hydrocarbures soviétiques, dans la mesure où les prix pratiqués par l'URSS suivaient avec retard la hausse des prix mondiaux. Acheté à bas prix et en roubles, le pétrole pouvait être revendu en devises, sous forme de produits pétroliers aux pays occidentaux. De fait, si le volume des ventes énergétiques hongroise et tchécoslovaque peut apparaître faible en 1984, elles n'en ont pas moins fourni le quart des gains en devises de la Hongrie en provenance de l'Europe occidentale et un cinquième environ en Tchécoslovaquie. Par ailleurs, les produits énergétiques constituent un poste important des ventes dans les pays germaniques. A la même date, le tiers des livraisons hongroises d'énergie leur est destiné et ces livraisons représentent le cinquième des ventes totales à ces pays. L'Autriche en est le principal destinataire mais les ventes se sont quelque peu diversifiées ces dernières années.

L'importance des ventes de produits énergétiques est plus accentuée encore en Tchécoslovaquie, qui fournit aux pays germaniques la moitié de ses livraisons énergétiques ; et celles-ci représentent 27 % des ventes à ces pays. Le voisinage est souvent évoqué pour justifier le choix des partenaires. Il facilite le transport — un réseau électrique relie la Tchécoslovaquie et l'Autriche — et en réduit le coût.

18. L'URSS impose ses niveaux et ses prix. Et la « solidarité » des pays membres du CAEM a été invoquée par elle lors de la crise polonaise pour justifier une réduction de ses livraisons pétrolières, dont il est vrai, elle avait averti ses partenaires depuis des années déjà : C. Beaucourt, « Le potentiel énergétique de l'URSS », Notes et études documentaires, n° 3926-3927, 1972.

19. Vnechnjaja Torgovlja, 1987-5.

Ainsi, l'énergie apparaît comme un poste important de l'équilibre des échanges hongrois et tchécoslovaques à l'Est et à l'Ouest, et en particulier avec les pays germaniques.

Un enjeu qui se déplace ?

Au cours des années quatre-vingt, les pays d'Europe centrale ont en effet subi le contrecoup de la politique de prix dont ils avaient bénéficié jusqu'ici : les prix du pétrole soviétique ont dépassé pour eux les prix mondiaux. En même temps, l'offre de pétrole par l'URSS à ses partenaires était limitée et les pays en développement ont pris une place de plus en plus importante à la fois comme fournisseurs de brut (environ le tiers des achats hongrois en 1983) et comme acheteurs de produits transformés (60 % des ventes hongroises).

Situation conjoncturelle ? Sans doute... En 1985, les ventes de ces produits vers les pays occidentaux ont fortement diminué et les économies d'énergie, induites en partie par une politique de faible croissance, se sont tout naturellement portées sur les achats énergétiques en devises. A plus long terme cependant, les prix du pétrole soviétique s'aligneront toujours davantage sur les prix mondiaux, et l'URSS n'envisage pas d'accroître ses livraisons de pétrole aux pays est-européens. Le bénéfice de la revente en Occident de produits transformés diminuera d'autant, mais, sauf à restructurer leurs capacités d'exportation contre devises, dans une perspective de reprise de la croissance, la Hongrie et la Tchécoslovaquie devraient à nouveau avoir recours aux pays de l'OPEP.

L'équipement

Moteur de l'industrialisation, secteur-clé de la croissance, l'objectif recherché en Europe de l'Est dans les années soixante est atteint : chacun de ces pays y consacre au moins le tiers de sa production industrielle.

Par ailleurs, l'équipement est aussi un secteur où l'intégration dans le CAEM peut — les contraintes d'implantation y sont réduites — et doit être renforcée : les premiers projets de coopération dans ce domaine datent de 1956 et les constructions mécaniques ont fait l'objet d'un des programmes de spécialisation et d'intégration dans le CAEM élaborés en 1971. Depuis lors, les échanges d'équipement se sont développés entre tous les pays de la zone.

En même temps, la Tchécoslovaquie à vocation industrielle garde son rôle de fournisseur mondial d'équipement mais elle est devenue principalement « la forge et le fabricant d'équipement de la zone »²⁰, et tout en augmentant les achats d'équipement à ses partenaires du CAEM, sa spécialisation au sein du CAEM en a fait un exportateur net au niveau de la zone.

20. K. Dyba : « Czechoslovak Economy in the 1980's ». *Czechoslovak Economic Digest*, 1985, n° 8. Au XIX^e siècle la région disposait de 70 à 80 % du potentiel industriel de l'empire austro-hongrois.

Au cours des dernières décennies pourtant, les deux pays ont perdu une part du marché mondial de l'équipement²¹. Les résultats médiocres des ventes traduisent la faible qualité de la production est-européenne, couramment dénoncée dans la presse, et l'attrait pour l'équipement occidental plus performant se développe avec d'autant plus d'acuité que la raréfaction des ressources d'emploi et de matières premières impose l'amélioration des productivités et une politique de modernisation pour laquelle l'équipement fait défaut dans la zone.

Ainsi, la compétition entre le facteur d'intégration dans le CAEM et le facteur économique a des effets totalement opposés à ceux que l'on avait pu observer pour les échanges de produits énergétiques : le programme d'intégration dans le CAEM décide principalement du choix des acheteurs de l'équipement hongrois et tchécoslovaque, l'attrait pour la technologie occidentale (dans les limites imposées par le programme d'intégration) prédomine dans celui des fournisseurs d'équipement à ces pays. Et les pays germaniques sont, par tradition industrielle, bien placés vis-à-vis de la concurrence étrangère.

La place qu'occupe l'équipement dans les échanges de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie avec leurs principaux partenaires commerciaux, et l'orientation des flux commerciaux, traduisent bien ces objectifs et ces évolutions : le tiers des importations totales environ y est consacré, dans l'un et l'autre pays, et à peu près la même proportion des achats en provenance de l'Occident ; mais l'équipement représente plus de la moitié des exportations totales tchécoslovaques et moins du tiers des ventes hongroises, et l'équipement tchécoslovaque constitue également un poste important de ses exportations vers l'Occident — 31 % contre 16 % en Hongrie.

TABLEAU 1

Place de l'équipement dans les échanges hongrois et tchécoslovaques en 1985

En % des exportations/importations totales avec chaque partenaire

	ÉCONOMIES PLANIFIÉES				ÉCONOMIES NON PLANIFIÉES					MONDE
	Total	URSS	RDA	Hongrie/ Tchécoslovaquie	Total	Sous-total Germaniques	RFA	Autriche	Suisse ^c	
EXPORTATIONS										
Tchécoslovaquie ^a	61	64 ^a	61	47,4	30,6 ^b	5,7	6,0	2,8	6,8	53,6
Hongrie	45,8	45,9	54,0	47,3	16,0	7,8	12,2	3,4	2,0	33,4
IMPORTATIONS										
Tchécoslovaquie	31,7	18,8 ^d	59,3	47,4	28,7 [*]	43,0	47,8	40,3	32,0	31,1
Hongrie	30,0	16,7	61,5	46,7	24,8	31,7	37,5	21,8	30,5	27,4

* Non inclus les pays en développement.

a. En % des exportations de la Tchécoslovaquie/Hongrie vers chaque pays ou zone.

b. Pays en développement : 64 %; pays industrialisés : 10,2 %.

c. Et Liechtenstein.

d. Soit le cinquième des besoins d'importation tchécoslovaques. Ekon. gazeta, sept. 1987, n° 38.

e. Soit 40 % des exportations d'équipement tchécoslovaques et environ 70 % des exportations en URSS, en 1986.

Sources : *Annuaire national du commerce extérieur.*

21. La part de la Tchécoslovaquie tombe de 3,3 % en 1963 à 1,65 % en 1985 et celle de la Hongrie de 1,1 à 0,5 %.

En même temps, les échanges d'équipement sont fortement intégrés dans la zone dans les deux pays.

Cependant, l'orientation vers l'Est est plus accentuée dans les ventes d'équipement tchécoslovaques et l'écart entre les deux pays s'est creusé au cours des deux dernières décennies, la part des pays socialistes ne cessant d'augmenter en Tchécoslovaquie, alors qu'elle diminuait jusqu'en 1980 au moins en Hongrie²². Mais dans les deux pays, l'URSS se taille la part du lion. Les livraisons qui lui sont fournies n'ont cessé d'augmenter au fur et à mesure que la note énergétique se faisait plus lourde et la Hongrie comme la Tchécoslovaquie sont exportateurs nets d'équipement vers l'Union soviétique.

En Occident, les pays en développement constituent le principal débouché des équipements hongrois et tchécoslovaques hors du CAEM, et leur part dans les ventes de ces pays ont respectivement doublé et triplé. La compétitivité encore faible de l'équipement est-européen explique en partie la situation. Ces ventes permettent également à la Hongrie et à la Tchécoslovaquie d'accroître leurs achats d'énergie à ces pays. Cependant, la Hongrie se positionne mieux sur le marché ouest-européen que sa voisine tchécoslovaque, notamment dans les pays germaniques. En 1985, ceux-ci acquièrent plus du tiers des ventes hongroises d'équipement en Europe occidentale mais 14 % seulement des exportations tchécoslovaques²³.

Au niveau des *achats*, les situations hongroise et tchécoslovaque se rapprochent davantage. L'équipement est l'un des secteurs où l'écart entre les biens disponibles dans la zone et les besoins des pays membres est le plus important pour l'avenir économique du pays, et ne cesse d'augmenter. Ainsi, bien que les pays est-européens

TABLEAU 2

L'orientation des échanges d'équipements ^a en 1985

	ÉCONOMIES PLANIFIÉES					ÉCONOMIES NON PLANIFIÉES				
	Total	Europe Est	URSS	RDA	Tchéco/Hongrie	Total	Europe Ouest	Sous-total Germanique*	RFA	Autriche
EXPORTATIONS										
Tchécoslovaquie	87,8 ^b	81,5	51,9	10,5	4,2	12,2 ^b	5,9	0,8	0,52	0,14
Hongrie	74,3 ^b	72,9	46,1	9,3	7,6	25,7 ^b	10,1	3,5	2,8	0,56
IMPORTATIONS										
Tchécoslovaquie	67,5	76,0 ^b	28,0 ^b	38,4	8,3	32,5	32,3	18,6	13,2	2,7
Hongrie	63,6	76,4 ^b	...	32,9	17,1	36,4	36,4	22,7	16,6	4,3

* RFA, Autriche, Suisse, Liechtenstein.

a. En % des exportations/importations totales d'équipement du pays.

b. En 1984.

Source : ONU — Bulletin de statistiques du commerce mondial des produits des industries mécaniques et électriques 1986 et 1987.

22. Selon les données de la Banque mondiale, la part des pays industrialisés occidentaux dans les ventes d'équipement hongrois augmente de 2,2 % en 1965 à 4,6 % en 1970 et 11 % en 1980, pour retomber à 9,5 % en 1982 et 8,9 % en 1983.

23. En 1984, respectivement la moitié des ventes hongroises et 20 % des exportations tchécoslovaques.

fournissent à leurs partenaires tchèque et hongrois plus des deux tiers de leurs achats d'équipement, l'Europe occidentale y participe pour près d'un tiers ; et avec 60 % environ des achats tchécoslovaques et hongrois dans cette zone, les pays germaniques dominent parmi les fournisseurs occidentaux. La répartition des achats entre ces pays est également comparable : 65 à 70 % s'opèrent en RFA, 20 % en Autriche et 10 à 15 % en Suisse.

L'intensité des échanges d'équipement

L'analyse des niveaux d'intensité des échanges d'équipement permet toutefois de préciser ces observations.

Les tendances lourdes ne changent pas : les échanges d'équipement sont particulièrement intenses avec les *pays est-européens* et les niveaux d'intensité de ces échanges sont relativement comparables. En même temps, la tendance à une augmentation plus forte de l'intensité des ventes tchécoslovaques et de celle des achats hongrois confirment bien leur spécialisation respective dans le CAEM (intra et interbranche).

Par ailleurs, les niveaux des échanges d'équipement avec l'Europe occidentale, s'ils sont relativement peu intenses, ont tendance à s'accroître dans les deux pays en ce qui concerne les achats, et également pour les ventes en Hongrie.

Enfin, les *pays germaniques* occupent, à l'Est comme à l'Ouest, une position particulière : en Europe de l'Est, la RDA se détache très nettement de ses partenaires et notamment de l'URSS, et la situation évolue de la même façon en Hongrie et en Tchécoslovaquie : les exportations vers la RDA doublent en intensité entre 1971 et 1985 ; et celle des importations en provenance de RDA s'accroît d'environ 50 % entre ces deux dates. En Europe occidentale, les pays germaniques sont également bien placés vis-à-vis de la concurrence étrangère ; et l'intensité des échanges avec ces pays est plus forte qu'avec les autres pays d'Europe occidentale, notamment en Hongrie.

C'est pourtant dans les *pays non germaniques* d'Europe occidentale que la position s'améliore le plus : ainsi l'intensité des importations hongroises en provenance des pays germaniques double presque entre 1971 et 1985, au profit de la RFA, de l'Autriche et de la Suisse mais, bien que demeurant modeste, elle triple avec les pays non germaniques ; celle des importations en provenance des pays germaniques se stabilise globalement.

La position respective de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie en Europe occidentale se différencie davantage en ce qui concerne leurs exportations. L'intensité des ventes hongroises augmente régulièrement de 1971 à 1985 vers les pays germaniques (vers la RFA et plus encore vers l'Autriche), mais également vers les « autres » pays ouest-européens ; alors que les exportations tchécoslovaques d'équipement perdent en intensité, et dans les pays germaniques où la RFA est le grand perdant, et dans les pays non germaniques.

TABLEAU 3

L'intensité des échanges d'équipement ^a

A — HONGRIE

	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS		
	1971	1983	1985	1971	1983	1985
Europe de l'Est + URSS	8,2	7,9	12,4	6,8	8,4	7,4
dont :						
Europe de l'Est	6,5	7,3	12,1	5,9	7,4	6,5
URSS	10,5	8,4	12,6	9,1	11,2	10,1
RDA	11,1	12,5	25,8	9,0	10,9	12,0
Tchécoslovaquie	7,6	9,9	16,5	7,0	7,4	7,1
Europe de l'Ouest						
inclus Yougoslavie	0,17	0,28	0,29	0,26	0,49	0,58
sans Yougoslavie	0,13	0,22	0,23	0,24	0,44	0,53
PAYS GERMANIQUES	0,25	0,43	0,42	0,53	0,75	0,90
RFA	0,32	0,48	0,47	0,445	0,61	0,77
Autriche	0,26	0,48	0,52	2,4	2,8	3,1
Suisse	—	0,15	0,1	0,55	0,81	0,8
« AUTRES » Europe de l'Ouest	0,09	0,15	0,16	0,11	0,24	0,28

B — TCHECOSLOVAQUIE

	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS		
	1971	1983	1985	1971	1983	1985
Europe de l'Est + URSS	7,5	8,9	13,9	5,0	5,8	7,8
Europe de l'Est	6,5	7,7	13,4	4,9	5,5	6,1
URSS	8,6	9,8	14,2	5,4	6,5	13,3
RDA	10,1	14,6	29,2	8,7	8,95	9,5
Hongrie ^b	7,0	7,5	10,3	6,5	6,7	8,0
Europe de l'Ouest						
inclus Yougoslavie	0,32	0,21	0,17	0,28	0,32	0,36
Non inclus Yougoslavie	0,25	0,12	0,10	0,26	0,25	0,31
PAYS GERMANIQUES	0,40	0,40	0,09	0,59	0,43	0,51
RFA	0,51	0,10	0,08	0,49	0,34	0,42
Autriche	0,28	0,21	0,09	2,40	1,70	1,38
Suisse	0,12	—	—	0,82	0,72	0,80
« AUTRES » Europe de l'Ouest	0,20	0,13	0,09	0,11	0,12	0,16

a. Indicateur, voir encadré graphique 1. Calculs CEPII.

b. Ces niveaux ne peuvent être directement comparés à ceux de la première partie du tableau (ligne Tchécoslovaquie) du fait des différences de comptabilisation dans les deux pays.

Source : ONU — Bulletin de statistiques du commerce mondial des produits des industries mécaniques et électriques, 1971-1984-1986.

Ainsi, l'analyse de l'intensité des échanges d'équipement présente une image peut-être moins classique de l'orientation des échanges en Tchécoslovaquie et en Hongrie : l'ancrage à l'Est y apparaît très accentué dans l'un et l'autre pays.

Et en Europe occidentale, les pays non germaniques se placent mieux, ces dernières années, que leurs rivaux germaniques.

En même temps, l'URSS reste de loin le plus gros acheteur d'équipement hongrois et tchécoslovaque, mais les liens avec la RDA, qui en acquiert quatre fois moins,

apparaissent particulièrement intenses et se resserrent : pays à la croisée des facteurs d'influence systémique (membre du CAEM), économique (qualité relative de ses produits) et culturel (germanique).

Les produits agro-alimentaires

S'il est un secteur où les situations hongroise et tchécoslovaque apparaissent, à priori, fort différentes, c'est bien le secteur agro-alimentaire : la Tchécoslovaquie à vieille tradition industrielle fait face à un pays — la Hongrie — où les potentialités agricoles sont considérables et exploitées de longue date. Pourtant la politique agro-alimentaire commune telle qu'elle a été définie, en particulier en 1971, fait de l'« auto-suffisance en produits de base »²⁴ l'objectif prioritaire de la coopération à l'intérieur du CAEM. La spécialisation ne concerne que quelques produits agricoles bien déterminés (fruits et légumes en Hongrie, malt, houblon en Tchécoslovaquie peuvent être considérés comme tels), et bien plutôt les branches en amont et en aval de la production agricole. Par voie de conséquence, si les produits agro-alimentaires occupent une place importante dans les exportations hongroises vers l'Europe de l'Est, la Hongrie, avec la plus forte production céréalière par habitant de la zone et exportateur net de céréales, ne s'est pas vue attribuer formellement le rôle de fournisseur céréalière et ses ventes céréalières aux pays est-européens doivent y être considérées comme un ajustement aux déficiences encore constatées dans certains de ces pays²⁵.

Les conséquences sur le volume et l'orientation des échanges agro-alimentaires de ces régions sont considérables mais ne semblent pas évoluer aussi favorablement dans les deux pays. La Tchécoslovaquie a pourtant suivi scrupuleusement ces directives. Elle couvre actuellement la totalité de ses besoins céréalières, précédemment fournis en grande partie par des achats dans les pays occidentaux ; et ceci allège son déficit vis-à-vis de ces pays ; elle est également devenue exportateur net de viande.

Mais une part croissante des produits de sa spécialisation est livrée aux pays est-européens : cette part a doublé entre 1965 et 1985 en ce qui concerne le houblon et le malt et s'élève à 91 % des ventes de boissons (bière) et tabacs. A cette date, 45 % des exportations agro-alimentaires tchécoslovaques sont destinées aux pays socialistes. L'URSS est un des principaux bénéficiaires de cette réorientation et, d'importateur net vis-à-vis de ce pays en 1975, la Tchécoslovaquie est actuellement en position d'exportateur net.

24. Blé, fourrage, viande et lait principalement. *Perspectives d'évolution de la production agricole en Europe de l'Est et des échanges avec cette zone, volume 2, Tchécoslovaquie, OCDE, 1982.*

25. *Les contrats céréalières sur cinq ans entre l'URSS et la Hongrie sont d'ailleurs récents (début 1980) et peuvent être considérés également comme une opération « hors programme à long terme ». Cette politique explique également qu'une part des achats « hors quota » se fasse en devises.*

TABLEAU 4

Les échanges de produits agro-alimentaires

A — HONGRIE - 1976-1985 ^a

	1976			1985		
	Exportations	Importations	Exportations nettes	Exportations	Importations	Exportations nettes
TOTAL (0,1)	45,2	22,7	22,5	90,5	29,3	61,2
A						
en roubles	15,8	3,1	12,7	26,7	5,2	21,5
en devises	31,5	20,6	10,9	63,8	24,1	39,7
B — PAR PAYS						
URSS + Est	24,8	4,0	20,8	45,8*	4,4	41,4
dont URSS	13,4	0,35	13,0	29,8*	0,5	29,3
Europe de l'Ouest	15,3	5,6	9,7	25,4	6,5	18,9
dont :						
PAYS GERMANIQUES	7,6	1,7	5,9	12,4	1,10	11,3
Autriche	1,45	1,32	0,13	2,4	0,32	2,1
RFA	4,6	0,32	4,3	8,2	0,64	7,5
Suisse	1,55	0,06	1,5	1,8	0,15	1,6
PAYS EN DEVELOPPEMENT	0,678	0,794	-0,116	6,2	11,3	-5,1

* 1984.

B — TCHECOSLOVAQUIE

	1975			1985		
	Exportations	Importations	Net	Exportations	Importations	Net
1. Pays socialistes	567	2 856	-2 289	1 614	4 778	-3 164
URSS	217	679	-462	1 022	393	629
Hongrie	118	547	-429	213	1 269	-1 056
RDA	107	50	57	110	122	-12
2. Pays non socialistes	1 418	2 000	-582	2 011	3 329	-1 318
Pays Germaniques	527	204	323	790	528	262
RFA	350	77	273	429	154	275
Autriche	83	40	43	199	70	129
Suisse	95	87	8	162	304	-142
Monde	1 985	4 856	-2 871	3 625	8 106	-4 481

a. CTCI 0,1, en millions de couronnes ou forints.

Source : Statistiques nationales.

En même temps, ses partenaires est-européens la fournissent moins en certains produits : poissons, fruits et aliments du bétail qui constituent, dès lors, les trois principaux postes des importations de produits agro-alimentaires en provenance de l'Occident (hors produits exotiques)²⁶. Les pays occidentaux ont bien rempli leur

26. Ainsi, l'URSS qui fournissait 23 % du tonnage de poisson importé par la Tchécoslovaquie en 1975 n'en livre plus que 10 % en 1985 ; le reste des achats provient en totalité d'Europe occidentale dont 1/5^e de RFA. De même en ce qui concerne les fruits frais (hors exotiques), les pays de l'Est qui livraient 57 % des achats en 1965 en fournissent 35 % en 1975 et 30 % en 1983, mais 50 % en 1985.

rôle de complémentarité à l'insuffisance des ressources est-européennes mais, contrairement à ce que l'on pouvait attendre à la suite de la très forte diminution des achats céréaliers, le déficit des échanges agro-alimentaires avec ces pays a plus que doublé entre 1975 et 1985, et la perte en devises est considérable²⁷.

Les pays germaniques sont directement concernés par le recentrage à l'Est des ventes agro-alimentaires de la Tchécoslovaquie, de même que par la réorientation de ses achats à l'Ouest : les importations tchécoslovaques en provenance des pays germaniques ont presque triplé entre 1975 et 1985, et la part des exportations tchécoslovaques vers ces pays a diminué de 27 % à 22 %.

La Hongrie, traditionnellement orientée vers l'Europe occidentale, s'en tire mieux, mais pour combien de temps ? On constate en effet le transfert d'une partie des exportations hongroises de produits alimentaires vers l'Europe de l'Est, et l'URSS en est la principale bénéficiaire. Cette évolution amorcée il y a quelques années répond en partie à l'insistance soviétique de compenser par des livraisons de produits alimentaires le déficit des ventes d'énergie et autres matières premières ; elle s'explique aussi par une baisse de la demande mondiale. En 1984, près de la moitié des livraisons agro-alimentaires totales²⁸ sont encore destinées aux pays occidentaux dont un tiers aux pays germaniques. Mais en 1986, à la suite d'une mauvaise récolte, les ventes à l'Occident ont diminué, et cette tendance devrait se poursuivre²⁹.

Pourtant, les pertes en devises ont été limitées. Mais on aborde là un autre facteur de l'orientation des échanges est-européens.

On notera cependant qu'à l'Est comme à l'Ouest le choix de partenaires « voisins » est justifié par la structure des produits échangés : fruits et légumes frais, viande et animaux vivants, en particulier.

Les contraintes financières

Un facteur de dérive des échanges vers l'Est ou vers l'Ouest.

A court et moyen terme, deux éléments peuvent infléchir l'orientation des flux vers l'Ouest ou vers l'Est par rapport au schéma imposé par les spécialisations sectorielles au sein du CAEM.

D'une part, en effet, tant que le système monétaire en vigueur à l'intérieur de la zone n'est pas modifié et n'admet pas la convertibilité, il est nécessaire d'assurer

27. T. Ujhelyi : « Hungary as a Trade Partner East and West ». C. Beaucourt : « La politique est-européenne des échanges dans le secteur agro-alimentaire », in *Socialist agriculture in transition*, edited by J.C. Brade et K.E. Wädekin, Westview Studies, 1988.

28. CTCI 0, 1, 2, 4.

29. *Financial Times* 9/9/1986. Et selon T. Ujhelyi, cette tendance devrait se poursuivre : « L'Europe de l'Est deviendra notre marché à l'exportation le plus important ».

l'équilibre des flux commerciaux avec chacune des deux zones d'échange et la recherche de cet équilibre est particulièrement importante dans les pays d'Europe de l'Est qui n'ont pas, comme l'URSS, la possibilité de compenser un déficit avec l'Occident par des ventes d'or ou de métaux précieux³⁰. L'analyse des équilibres commerciaux et financiers se complique cependant par le fait qu'une partie des échanges entre pays est-européens s'opère en monnaies convertibles, en même temps que les échanges avec les pays en développement ne se règlent pas tous en devises³¹.

D'autre part, la contrainte extérieure pèse lourdement sur des pays de taille moyenne, aux ressources de matières premières limitées et donc fortement dépendantes des échanges. Au cours des années soixante-dix, face à la crise économique mondiale suscitée par les deux chocs pétroliers, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont dû affronter les mêmes difficultés³².

Les réponses à la crise internationale et les méthodes d'ajustement à ces contraintes ont cependant différé dans les deux pays, au moins dans le temps. La Tchécoslovaquie, qui s'est d'abord refusée à recourir comme la Hongrie à un emprunt massif aux pays occidentaux, s'est vue contrainte à emprunter plus que prévu, au début des années quatre-vingt; et la Hongrie a dû adopter à la même date la politique d'austérité et la limitation des importations en provenance de l'Occident déjà pratiquées en Tchécoslovaquie. Ainsi, elles ont abouti au même résultat : la dérivation vers l'Est des flux réels de marchandises.

Si en particulier des transferts de biens vers les pays est-européens ont eu lieu en Tchécoslovaquie dans la deuxième moitié des années soixante-dix, ces transferts sont pour l'économiste tchécoslovaque Karel Dyba la conséquence du faible niveau de la demande mondiale. Ainsi, le premier choc pétrolier de 1973 avait encore été un élément favorable à une réorientation des échanges vers l'Occident, en Hongrie du moins, qui profitait des pétrodollars ainsi libérés pour emprunter. Mais l'effet à retardement de cette hausse sur les prix du pétrole soviétique est la principale cause du déficit accumulé par la Hongrie vis-à-vis des pays est-européens et a suscité, ces dernières années, une redistribution des ressources exportées par la Hongrie, de la zone occidentale vers la zone est-européenne. En 1985, la part des exportations hongroises vers les pays socialistes a même augmenté et atteint près de 60 % des ventes. Mais, en même temps, la Hongrie a rééquilibré ses échanges avec ces pays.

L'analyse des soldes commerciaux par secteurs et de leur évolution par pays est très représentative des effets de ces contraintes et de ces ajustements.

30. *D'une part le rouble — monnaie à usage interne — oblige à séparer les comptes en devises. D'autre part, et plus profondément, une internationalisation du rouble est impossible dans la mesure où les prix internes se forment, pour l'instant, de façon administrative, en fonction de priorités nationales internes.*

31. D.M. Nutti, *op. cit.*, p. 20 : « Une fois la coopération à l'intérieur du CAEM planifiée, tout échange supplémentaire ne peut avoir lieu que par négociation ; et en l'absence d'un véritable moyen d'échanges dans la zone, il doit être réglé en devises ou produits durs ».

32. P. Marer : « Hungary's Foreign Economic Relations in the mid 1980's » Bruxelles, 1986. F.L. Altman : « Czechoslovakia : Internal Development and Foreign Economic Relations in the 1980's », Bruxelles, 1986.

TABLEAU 5

Soldes commerciaux et polarisation des échanges en 1985

	Economies planifiées		Economies de marché		URSS		Pays Germaniques occidentaux	
	Tchécoslovaquie	Hongrie	Tchécoslovaquie	Hongrie	Tchécoslovaquie	Hongrie	Tchécoslovaquie	Hongrie
Combustible/énergie								
1. Solde *	-33 995	-71 220	2 234	2 548	-34 484	-64 957	925	4 990
2. Polarisation **	-35,9	-30,2	8,7	1,4	-64,0	-48,9	9,2	6,8
Équipement								
1. Solde	25 607	47 945	1 150	-18 204	23 020	50 649	-1 467	-20 746
2. Polarisation	27,0	20,3	4,5	-10,0	42,8	38,1	-14,6	-28,5
Biens de consommation durables								
1. Solde	6 731	18 134	1 040	4 777	7 728	21 197	127	-258
2. Polarisation	7,1	7,7	4,1	2,6	14,4	15,9	1,2	-0,4
Produits agro-alimentaires								
1. Solde	-31,6	41 181	-1 318	12 711	630	32 525	122	11 244
2. Polarisation	-3,35	17,4	-5,2	7,0	1,2	24,5	-2,2	15,4
Autres produits								
1. Solde	781	-10 374	1 159	-17 076	-892	-19 851	1 581	-12 787
2. Polarisation	0,8	-4,4	4,6	-9,4	-1,7	-14,9	15,8	-17,5
Déficits cumulés								
1. Solde	34 159	81 594	1 318	35 280	35 376	84 808	1 467	33 791
2. Polarisation	-39,3	-34,6	-5,2	-19,5	-65,7	-63,8	-14,7	-46,4
Excédents cumulés								
1. Solde	33 119	107 260	5 583	20 036	31 378	104 371	2 855	16 234
2. Polarisation	35,0	45,4	21,5	11,0	58,3	78,5	28,5	22,3
Xij + Mij : 2	94 655	236 033	25 415	181 330	53 825	132 967	10 061	72 895

* : solde commercial $X_{ij}^k - M_{ij}^k$: soldes Tchécoslovaquie ou Hongrie avec les différentes zones du monde. Nomenclature CTIC (millions couronnes/forints).

** : indicateurs de polarisation :

$X_{ij}^k - M_{ij}^k$

$X_{ij} + M_{ij} : 2$

Source : *Annuaire du commerce extérieur nationaux, en monnaie nationale.*

La contribution aux soldes fait ressortir, en particulier, le poids des dépenses énergétiques sur l'équilibre des échanges hongrois et tchécoslovaques avec l'Europe de l'Est et plus précisément l'URSS, ainsi que la complémentarité des échanges entre les deux Europe. En même temps, l'URSS à l'Est, les pays germaniques à l'Ouest, occupent des positions clé dans la zone à laquelle ils appartiennent. Dans l'indicateur de polarisation des échanges qui a été utilisé, les soldes par secteurs sont pondérés par le flux commercial moyen dans chacune des zones ou pays considérés.

Deux postes contribuent principalement aux déficits et aux excédents cumulés, dans les deux pays, avec cependant des positions diamétralement opposées à l'Est et à l'Ouest. D'une part, en effet, les achats de combustibles primaires contribuent à environ 90 % des déficits cumulés par la Tchécoslovaquie et la Hongrie vis-à-vis des pays socialistes et en particulier de l'URSS. Le poste équipement dégage par ailleurs environ les trois quarts des excédents cumulés par la Tchécoslovaquie avec les pays socialistes et avec l'URSS, et un peu moins de la moitié en Hongrie.

D'autre part, les ventes de produits énergétiques fournissent plus de la moitié des gains nets cumulés par la Tchécoslovaquie et la Hongrie dans les pays occidentaux,

et les quatre cinquièmes des excédents avec les pays germaniques ; et les achats nets d'équipement suscitent respectivement 87 % et 100 % des déficits cumulés de la Tchécoslovaquie vis-à-vis de ces pays (en Hongrie, 55 % et 61 %)

Les mêmes tendances s'observent donc dans les deux pays, bien que moins accentuées en Hongrie où deux postes ont également une position excédentaire — les produits alimentaires et les biens de consommation durables —, et un poste a une position déficitaire : les matières premières non énergétiques. Mais ces déficits et ces excédents se répartissent assez également entre l'Est et l'Ouest.

Par ailleurs, *l'évolution des soldes commerciaux* fait apparaître des résultats assez similaires dans les deux pays au niveau de chaque zone mais des effets inégaux selon les groupes de pays analysés : jusqu'en 1985, les échanges en roubles sont déficitaires dans les deux pays. En même temps, la balance commerciale en devises convertibles s'améliore en Hongrie comme en Tchécoslovaquie : celle de la Hongrie devient excédentaire à partir de 1982 ; celle de la Tchécoslovaquie dès le début de la décennie et les gains en devises n'ont cessé d'augmenter depuis lors. Mais ce sont les pays en développement qui génèrent l'excédent commercial tchécoslovaque ; le déficit des échanges avec les pays industrialisés, quoique atténué au cours des années quatre-vingt, subsiste jusqu'en 1985 et, bien qu'elle dégage un surplus de devises dans ses échanges avec la RFA et — en 1980 et en 1981 — avec l'Autriche, jusqu'en 1985, la Tchécoslovaquie subit un déficit dans ses échanges avec l'ensemble des pays germaniques occidentaux.

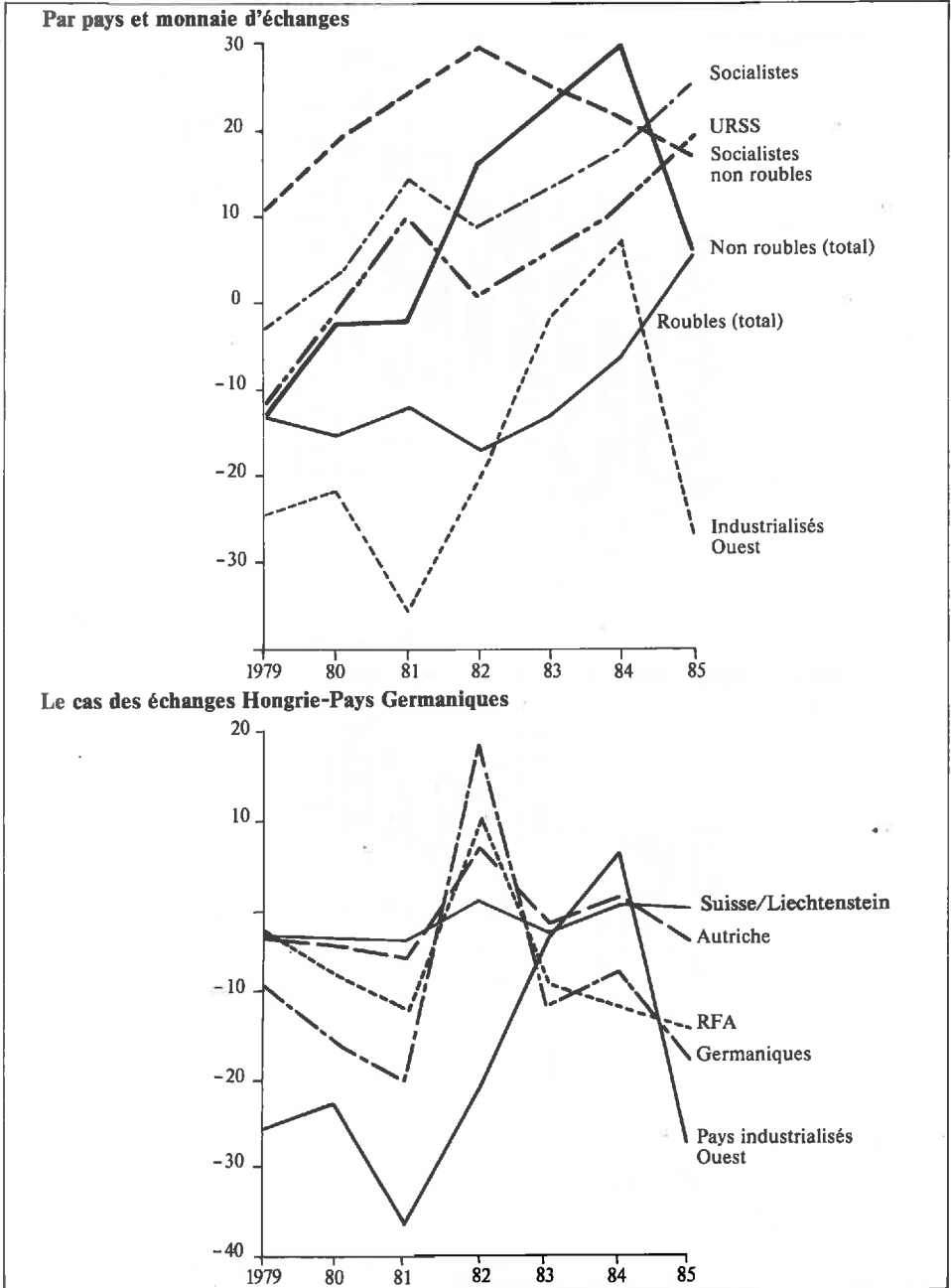
En Hongrie, par contre, si paradoxal que cela puisse paraître, les excédents en devises proviennent principalement des échanges avec les pays socialistes ; les échanges avec les pays industrialisés sont en effet déficitaires (sauf en 1984) — les pays germaniques participant largement à ce déficit — et les pays en développement ne contribuent que peu et irrégulièrement à redresser l'équilibre. Cependant, le surplus en devises dégagé par les échanges avec les pays est-européens concernent principalement les ventes « hors quota » de produits agro-alimentaires³³, et l'on peut estimer qu'en 1985 plus de la moitié des gains en devises provenant des ventes de produits agro-alimentaires est fournie par les pays est-européens et principalement par l'URSS : les excédents globaux en devises ont en effet quadruplé de 1976 à 1985 ; en même temps, les échanges avec les pays en développement se sont réduits et apparaissent relativement équilibrés, et l'Europe occidentale qui fournissaient, en 1976, près de 90 % de l'excédent en procure moins de la moitié en 1985. L'Europe de l'Est, pour sa part, couvre deux fois plus que l'excédent en roubles, dont l'URSS les trois quarts. On peut se demander cependant si ces échanges continueront à procurer des gains en devises longtemps encore. L'URSS semble de moins en moins disposée à payer ces produits en monnaie forte, alors que les prix mondiaux fléchissent³⁴.

33. L'URSS a compensé une partie des pertes agricoles liées à l'accident de Tchernobyl en achetant à la Hongrie (et à la Pologne) davantage de viande contre devises. Ainsi, Moscou a doublé ses importations de viande hongroise et en a payé un tiers en monnaies convertibles, selon *East European Markets* du 7/8/1987.

34. Document travail CEPII 87-12, tableau 11.

GRAPHIQUE 3

Soldes commerciaux - Hongrie (1)

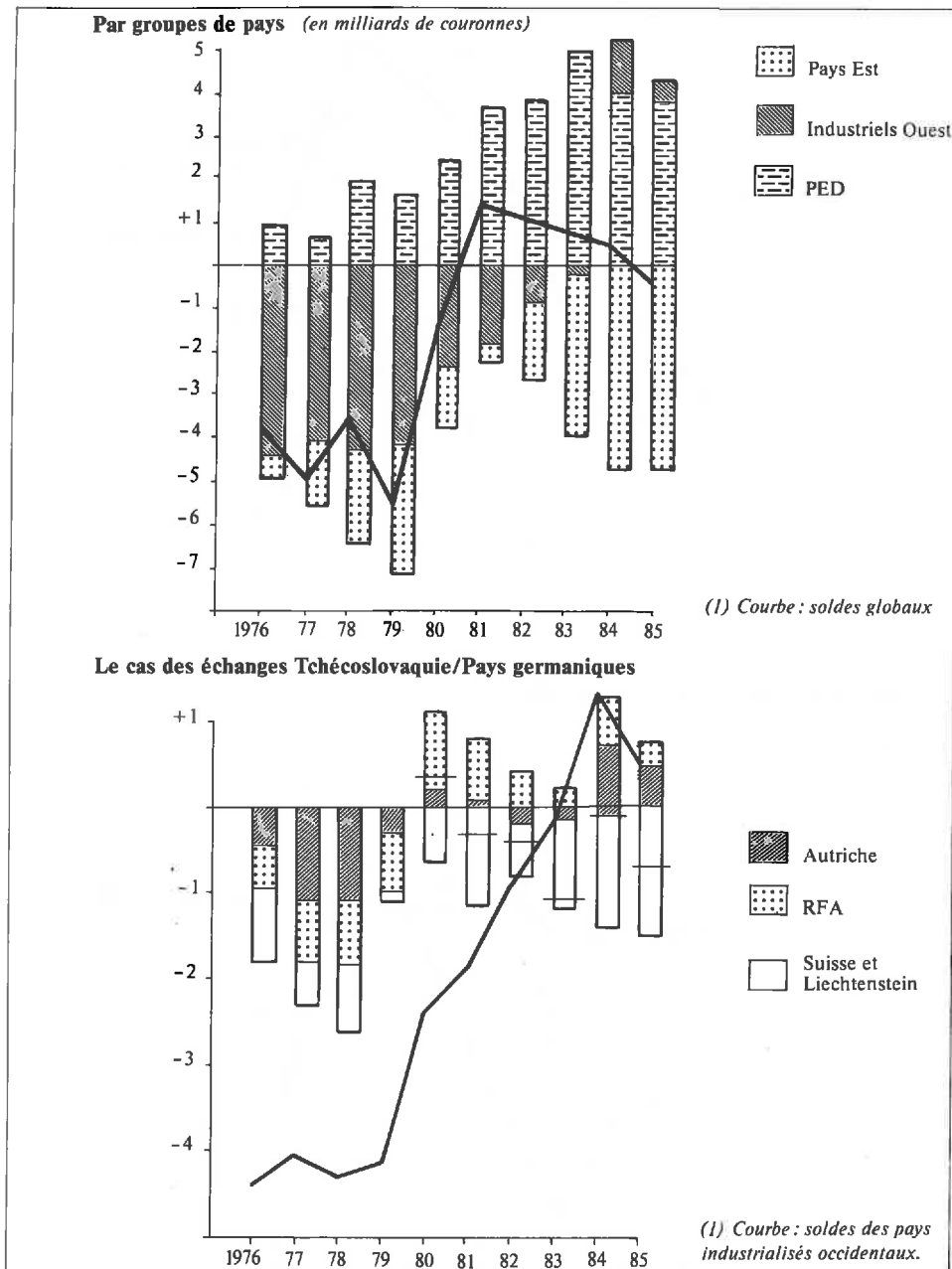


(1) Milliards de forints.

Source : statistiques nationales

GRAPHIQUE 4

Soldes commerciaux - Tchécoslovaquie



De fait, le surplus global en devises des échanges hongrois avec les pays est-européens n'a cessé de diminuer ces dernières années. Il tombe de 800 millions de dollars en 1982 à 199 millions de dollars en 1985, et à la même date, les échanges en roubles deviennent excédentaires. Plus que d'une évolution conjoncturelle liée à la nécessité de liquider le déficit commercial avec l'URSS, il s'agirait bien là d'une réorientation vers l'Est de flux de marchandises.

Conclusion

Ainsi, l'intensité et la diversification — relative — des échanges avec les pays occidentaux tendraient à prouver la préférence hongroise à traiter avec ces pays. Pourtant les évolutions récentes que l'on peut observer ne vont pas en ce sens ; l'accroissement de la part des échanges avec les économies de marché, constaté jusqu'en 1985, s'est fait uniquement au profit des pays en développement : la part de marché des pays industrialisés et notamment celle de l'Europe occidentale s'est, au mieux, stabilisée dans les années quatre-vingt et elle a même diminué en 1985. Et la forte concentration des échanges dans la zone est-européenne apparaît bien comme la caractéristique permanente de l'orientation des flux commerciaux en Hongrie comme en Tchécoslovaquie. L'effet en est certes plus marqué en Tchécoslovaquie, où les échanges à l'intérieur de la zone n'ont cessé de croître et représentent, en 1985, les quatre cinquièmes des échanges tchécoslovaques. Il n'en est pas moins considérable en Hongrie où, à la même date, trois cinquièmes des ventes hongroises sont destinées aux pays socialistes. Par ailleurs, si fortes que soient les sensibilités vis-à-vis des pays germaniques, le choix du partenaire est soumis, d'abord, à celui de la zone, dans les deux pays.

Dans le futur, les tendances observées pourraient cependant être modifiées par la restructuration de l'économie entreprise en URSS. Les perspectives économiques et commerciales des pays est-européens dépendent en effet principalement du résultat de cette entreprise.

D'une part, la remise en cause des mécanismes économiques, si elle permettait la prise en compte des échanges comme alternative aux investissements nationaux, pourrait déboucher sur une nouvelle conception du rôle des échanges extérieurs dans la croissance. Mais ceci suppose une réforme profonde du système actuel des prix dont chacun des responsables de ces pays ressent fort bien la nécessité mais aussi les difficultés d'application.

D'autre part, les programmes de modernisation qui ont été mis en place dans le CAEM prévoient une coopération des pays membres et donc, dans un premier temps au moins, le développement des échanges dans la zone. Cependant, la réalisation de ces programmes, en améliorant la compétitivité des produits est-européens, favoriserait également le développement de leurs échanges avec les pays occidentaux industrialisés.

En cas d'essoufflement du mouvement de réformes, cependant, la pression sur les pays d'Europe de l'Est s'accentuerait, ainsi que le recentrage des échanges dans la zone. En même temps, les échanges se développeraient peu, notamment avec l'URSS : ces pays auraient peu de produits de qualité à fournir à l'Union soviétique et celle-ci dispose d'une marge de manœuvre plus large vis-à-vis de l'Occident ; ils en recevraient également moins de ressources. Les pays en développement deviendraient, plus que jamais, le débouché extérieur de produits manufacturés, en même temps que le principal fournisseur occidental de matières premières, aux dépens des échanges avec les pays industrialisés occidentaux.